

Communiqué de presse

POUR DEFENDRE NOS SALAIRES, NOS STATUTS, NOS EMPLOIS, NOS RETRAITES GREVE LE 24 JANVIER 2008

Alors que les prix n'ont pas cessé d'augmenter en 2007, le gouvernement n'a pas réévalué les traitements des fonctionnaires. Cette année sera pour les fonctionnaires une année supplémentaire de perte de pouvoir d'achat. La forte participation des personnels lors des actions de grève et des manifestations de la fonction publique notamment celle du 20 novembre 2007 a confirmé leur mécontentement profond, leurs inquiétudes et leurs revendications.

Les tergiversations du gouvernement lui permettront, certes, d'atteindre la fin de l'année sans avoir augmenté les traitements des fonctionnaires, mais l'engagement du Président de la République de payer plus les fonctionnaires, sa volonté de développer le dialogue social ne paraissent plus crédibles. Les propositions du ministre de la fonction publique de mettre en place un dispositif de « garantie individuelle du pouvoir d'achat » prenant en compte le point d'indice et l'avancement (le GVT- glissement, vieillesse, technicité-) ainsi que les mesures annoncées dans le cadre de la réforme des politiques publiques remettent en cause le principe de déroulement de carrière des personnels, et au-delà, le statut de la fonction publique, et contribuent à accroître les suppressions de postes.

Les arguments avancés de réduction du poids budgétaire de l'Etat et de son déficit sont en contradiction par exemple avec l'augmentation de 140 % du salaire du Premier personnage de l'Etat, ou avec la mise en œuvre du « bouclier fiscal » accordant des réductions d'impôt aux Français les plus fortunés.

La Fédération EIL rappelle que le maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires passe obligatoirement par l'augmentation de la valeur du point d'indice, seule mesure permettant l'égalité de traitement de l'ensemble des fonctionnaires.

La Fédération EIL rappelle son opposition à une rémunération fondée sur le « mérite » et la « performance », et sa condamnation des réductions du nombre de postes.

La Fédération EIL rappelle également la nécessité de refonte et d'amélioration de la grille de la fonction publique afin de permettre de véritables progressions de carrière pour tous les personnels et d'améliorer l'attractivité de la fonction publique à l'heure du renouvellement des générations.

La Fédération s'indigne de la perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires retraités et de l'absence de mesures concrètes pour les petites pensions ce qui accentue les risques de paupérisation des retraités.

Aussi la fédération EIL appelle-t-elle les personnels à participer, dans l'unité la plus large, à l'action de grève et de manifestation le 24 janvier 2008 pour exiger la revalorisation du point d'indice permettant le rattrapage des pertes du pouvoir d'achat des fonctionnaires, la refonte de la grille des salaires, le maintien de nos statuts, l'arrêt des suppressions de postes, la revalorisation des retraites.

Contact : Yves-Henri SAULNIER 01 53 58 00 39 (port. : 06 73 34 37 95)